

Eléments	2013	2014
Actif immobilisé		
Immobilisations Corp.	3000	4000
Immobilisation fin (TP)	450	120
Actif circulant		
Clients	500	900
Provisions	40	40
Stocks	1500	1400
Trésorerie actif banque	600	200
Capital	2000	2000
Réserves	900	1260
Dettes auprès des établissements de crédit	400	700
Fournisseurs	500	400
CPC		
Ventes	9000	9900
Achats	6700	8200
Frais généraux	1590	1734
Dotation aux amortissements	300	300
Intérêt	60	40
Résultat	180	370

QUESTION

Dégager les principales incohérents et anomalies

- 1) I les immobilisations augmentent (une stagnation anormale des amortissements)
- 2) diminution anormale des titres de participation sans avoir des titres de placements
- 3) augmentation des créances clients sans constatations des provisions pour créances clients (stagnation des provisions)
- 4) les achats augmentent plus que les ventes malgré les stocks sont diminués
- 5) les dettes de financements augmentent et les charges financières sont stables
- 6) une augmentation anormale des réserves d'un montant de $(1260-900=360)$ malgré le résultat de 2013 et de 180

Q1. L'audit est :

- A. Un examen professionnel.
- B. Une sorte de vérification.
- C. Un type de contrôle de gestion.
- D. Un processus méthodologique.

Q2. Un auditeur interne peut être un:

- A. Salarié de l'entreprise.
- B. Commissaire aux comptes.
- C. Intervenant externe.
- D. Etudiant.
- E. Aucune réponse

Q3. Les normes générales de l'audit s :

- A. Sont fictives.
- B. Sont optionnelles.
- C. Sont obligatoires.
- D. Sont de nature comptable.
- E. Aucune réponse.

Q4. Nous pouvons parler de risque dans les situations suivantes :

- A. Absence d'une répartition des tâches.
- B. Confusion des tâches
- C. Evaluation forfaitaire des stocks.
- D. Sous-effectif du personnel comptable.
- E. Aucune réponse

Q5. Un auditeur est forcément un :

- A. Commissaire aux comptes.
- B. Inspecteur.
- C. Expert-comptable.
- D. Professionnel de traitement de l'information

Q6. L'audit légal est :

- A. Un audit optionnel.
- B. Un audit obligatoire.
- C. Un audit interne.
- D. Un audit externe

Q7. Le mandat d'un commissaire aux comptes doit durer :

- A. Une année
- B. 2 années
- C. 3 années.
- D 4 années
- E. Aucune réponse

Q8. En matière d'audit légal, l'auditeur est tenu d'une :

- A. Obligation de détection de fraudes.
- B. Obligation d'amélioration de la gestion.
- C. Obligation de moyens
- D. Obligation de résultats.

Q9. Le contrôle interne est un ensemble des pratiques et procédures mise en œuvre par la direction en vue :

- A. De protéger le patrimoine de l'organisation
- B. De publier les comptes
- C. De contribuer au bon fonctionnement de l'organisation
- D. D'éviter complètement les erreurs et les fraudes.
- E. Aucune réponse

Q10. Lors de l'accomplissement d'une mission d'audit, un auditeur n'est pas tenue de :

- A. Tout contrôler.
- B. Revoir toutes l'opération passée au niveau comptable.
- C. Planifier et orienter le travail de l'auditeur interne.
- D. Mettre en place tous les moyens nécessaires à la réalisation de la mission.
- E. Aucune réponse.

Q11. Pour détecter les anomalies l'auditeur peut faire appel aux outils suivants :

- A. Des contrôles physiques.
- B. Des impressions personnelles.
- C. La revue de vraisemblance.
- D. La technique de sondage.

Q12. Les quels des éléments ci-dessous, peuvent faire l'objet de confirmation :

- A. Les créances clients.
- B. Les provisions pour créances clients.
- C. Les dettes fournisseurs.
- D. Les amortissements des immobilisations corporelles.

Q13. Au cours de son mandat un commissaire aux comptes :

- A. Peut toujours émettre des opinions sans réserve.
- B. Doit toujours exercer sa mission jusqu' à son terme.
- C. A toujours la possibilité de démissionner pour motif légitime.
- D. Ne peut jamais démissionner.

Q14. Le principe de la propriété peut stipuler que :

- A. Un bien acquis par crédit-bail ne doit pas figurer dans l'actif d'une entreprise.
- B. Le patrimoine d'une entreprise est constitué des actifs qui lui appartiennent.
- C. Toutes les opérations doivent être enregistrées et réelles.
- D. Aucune réponse.

Q15. Dans un processus d'achat, la mise en concurrence de fournisseurs permet :

- A. D'identifier les avances aux fournisseurs non récupérées.
- B. De rechercher le meilleur rapport qualité- prix.
- C. De faire jour la concurrence entre les fournisseurs.
- D. Aucune réponse.

Q16. Un auditeur des achats peut :

- A. Mettre en évidence le risque de forte dépendance d'un seul fournisseur.
- B. Mettre en évidence le risque de non mise en concurrence des fournisseurs.
- C. Remettre en cause l'existence d'une procédure d'achat bien élaborée et non respectée.
- D. Aucune réponse.

Q17. Lors de l'accomplissement d'une mission d'audit, un auditeur est tenue de :

- A. Planifier et orienter la mission de chaque salarié au sein de l'entreprise.
- B. Tous vérifier.
- C. Sélectionner les éléments à contrôler.
- D. Faire appel à un expert dans un domaine que lui ne maîtrise pas.
- E. De licencier l'auditeur interne en cas d'incompétence

Q18. Afin de détecter des anomalies, l'auditeur financier peut croiser de l'information issue de :

- A. L'actif et du passif du bilan.
- B. Bilan et CPC.
- C. Bilan et du patrimoine personnel du dirigeant.
- D. CPC et des orientations stratégiques de l'entreprise.
- E. Aucune réponse.

Q19. Dans le domaine de l'audit, l'auditeur peut faire appel à un certain nombre de technique de control et de vérifications, parmi lesquelles nous pouvons citer :

- A. La vérification des actifs corporels au sein de l'entreprise.
- B. La demande (collecte) d'information interne et externe de l'entreprise.
- C. La vérification d'un calcul.
- D. L'observation sur le terrain.
- E. Aucune réponse.

Q20. Le montant des provisions constatées attire l'attention de l'auditeur parce que :

- A. La constatation des provisions est une obligation légale.
- B. Il existe des méthodes de calcul précises.
- C. Il s'agit d'une simple estimation.

- D. Les provisions figurent aussi bien à l'actif qu'au passif du bilan.
- E. Les provisions peuvent avoir une influence significative sur le patrimoine de l'entreprise.

Q21. Dans quel (s) cas parle-t-on d'une fraude ?

- A. Une erreur sur la date d'enregistrement d'une opération.
- B. Une erreur sur le calcul arithmétique d'une opération.
- C. Le non enregistrement d'une sortie de stock.
- D. L'enregistrement d'opérations fictives.
- E. Aucune réponse.

Q22. Les dirigeants d'une entreprise ont arrêté les comptes annuels de l'exercice après avoir procédé à une majoration de importante de la valeur des stocks et une minoration significatives des opérations ainsi que des provisions dans ce cas on peut parler de :

- A. Du respecte du principe de prudence.
- B. D'une dissimulation de la situation financière de l'entreprise.
- C. D'une fraude.
- D. D'une erreur.
- E. Aucune réponse.

GAMA est une entreprise qui opère dans le secteur de l'électroménager, suite à la forte concurrence, le niveau de commande ne cesse de diminuer à cause des prix de ventes compétitifs proposés par les concurrents. Dans le tableau ci-dessous, on note les éléments liés à la situation financière de l'entreprise GAMA (en milliers) :

PASSIF	2014	2013
Capital social	375000	375000
Réserves	8000	8000
Report à nouveau	-	-
Résultat	8000	20 000
Provisions pour risques et charges (1)	380	380
Dettes de financement	350000	350000

: Indemnité de licenciement.

CPC	2014	2013
Résultat d'exploitation	32 000	40 200
Résultat financier (2)	-28 000	-28 000
Résultat net	8000	20 000
CA	740 000	890000

(2) Produits financiers = 0 DH pour les deux exercices.

Q23. À la lecture des informations ci-dessus, en tant qu'auditeur, vous pouvez mettre en évidence les risques de :

- A. Capitaux propres négatives.
- B. Surendettement.
- C. Indépendance des produits financiers.
- D. Détérioration du niveau de rentabilité.
- E. Aucune réponse.

Q24. Entant qu'auditeur, quelle(s) situation(s) présente (ent) pour vous une anomalie (incohérence) :

- A. Report à nouveau =0
- B. Provisions pour risques et charges =380
- C. Capital social stable en 2013 et 2014.
- D. Réserves stables en 2013 et 2014
- E. Aucune réponse

Q25 sur la base des informations financières sur l'entreprise Gama nous pouvons avancer que :

- A. Le niveau des emprunts et celui des frais financiers sont proportionnels.
- B. Le niveau des emprunts et celui de résultat sont cohérents.
- C. La stagnation du niveau des provisions est normale.
- D. Le niveau des emprunts est justifié
- E. Aucune réponse

Q26. La dégradation du niveau de commandes en 2014 présente :

- A. Un risque de suractivité.
- B. Un risque de sous-activité.
- C. Un risque de crédit client.
- D. Un risque éventuel de conflit
- E. Aucune réponse.

Q27 En 2014, les dirigeants ont arrêtés les comptes annuels de l'exercice après avoir procédé à une réduction importante de la valeur des stocks et des provisions .dans ce cas on peut parler :

- A. Du respect du principe de prudence.
- B. Du respect du principe de propriété.
- C. Du respect du principe de réalité.
- D. Du respect du principe d'évaluation correcte.
- E. Aucune réponse.

Q28 lors de la rédaction de son rapport de fin d'émission, le CAC peut éventuellement formuler pour l'entreprise GAMA, les recommandations suivantes :

- A. L'augmentation des prix de vente.
- B. La diminution des prix de vente.
- C. La diminution des réserves.
- D. L'annulation des provisions pour risques et charges.
- E. Aucune réponse.

Q29. Un auditeur social s'intéresse à.

- A. Evaluer la procédure de recrutement.
- B. Décider les augmentations de salaires.
- C. Décider le licenciement des salariés non productifs.
- D. Vérifier le respect d'une procédure de recrutement.

Q30. Un audit social peut porter sur :

- A. La politique de motivation.
- B. Les salariés.
- C. Les conditions de travail.
- D. L'effectif de personnel.
- E. Aucune réponse.

**1ABD /2A /3C/ 4ABCD / 5D /6BD/ 7E/ 8C /9AC/
10ABC/ 11ACD /12AC /13AC/ 14AB/ 15BC/ 16ABC
/17CD/ 18ABD /19ABCD/ 20CE /21CD/ 22CD/ 23BD
/24D/ 25E/ 26BD 27E /28E. /29AD/ 30ABCD**